

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE BOURNET GYPSE

Chemin de la carrière
66220 Lesquerde

Réf : 2024-085-PR
Code AIOT : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 de la carrière souterraine exploitée par la société BOURNET GYPSE implantée Camp d'En Carri sur la commune de Lesquerde. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE BOURNET GYPSE
- Camp d'En Carri 66220 Lesquerde
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bournet Gypse exploite une carrière souterraine de Gypse ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre ; il est utilisé aujourd'hui essentiellement dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La

production annuelle est de l'ordre de 50.000 tonnes.

Le mode d'exploitation est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ».

Sur la partie nord (par rapport à la RD19) il est prévu d'exploiter 10 niveaux et sur la partie sud il est prévu d'exploiter 6 niveaux.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs, transportés par tombereau jusqu'à une installation de broyage située à proximité de l'entrée, dans les anciens travaux.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée pour 30 ans et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence.

Le groupe Lafarge a acquis l'ensemble des parts de cette carrière au 31/08/2022, en suivant la dénomination sociale a été modifiée et est devenue « Bournet Gypse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Plan de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.2.2
2	Eaux pluviales intérieures au site	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.3.2
3	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.1
4	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.2
5	Accès à la carrière souterraine	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.3 & 9.2.6
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.5
8	Protection individuelle	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.3
9	Principe d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1
10	Phasage	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.2
11	Signalement des dangers	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.7
12	Valorisation des stériles d'exploitation et des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.9.4
13	Contrôle de la stabilité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.1
14	Suivi Chiroptères	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif

que technique.

Concernant le résultat de la visite, 1 fait « avec suites administratives » a été relevé et est récapitulé dans le tableau des points de contrôle. L'inspection a également formulé des observations pour les points de contrôle n° 5, 9, 10, 11 et 14.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites administratives demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, d'engager des actions correctives et de transmettre les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis un document intitulé Schéma de circulation des eaux (Version de décembre 2023) qui comprend une partie littéraire décrivant : <ul style="list-style-type: none">• la situation de la carrière souterraine, les origines des eaux via les orifices débouchant au jour, les arrivées à travers les terrains de recouvrement et les venues d'eau souterraine au contact avec les terrains encaissants ;• les conditions de gestion des eaux à l'intérieur de la carrière ;• le point de rejet ;• la situation hydrographique des eaux de surface et l'exutoire final ;• les mesures de prévention pour limiter les entrées d'eau dans la carrière. Ce document est accompagné : <ul style="list-style-type: none">• d'une carte de surface identifiant le point de rejet et le tracé du ravin de la Gleyse jusque l'Agly ;• de cartes précisant les points de captation des eaux dans les différents niveaux et les dispositifs de vidange ;• d'une coupe précisant le schéma de principe de circulation des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales intérieures au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales intérieures au site
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales qui s'infiltrent au sein de l'exploitation sont évacuées par pompage. Des dispositifs d'interception sont mis en place au niveau des différentes ouvertures afin de limiter les entrées d'eau au sein de l'exploitation.
Constats : Cf point de contrôle précédent. Le document de gestion des eaux identifie les différents points d'interception par niveau, les moyens de pompage mis en place, les mesures pour limiter les entrées d'eau dans la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.1
Thème(s) : Autre, Accès à la voirie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique → Dans un délai de 3 mois le croisement d'accès à la RD19 est aménagé en lien avec les services de la direction interdépartementale des routes (DIR) (panneau STOP aux normes, signalement de la sortie de camions de part et d'autre, signalétique...)
Constats : Le croisement de la piste d'accès à la carrière avec la RD19 a été aménagé : mise en place d'un panneau STOP réglementaire et d'un miroir. Par ailleurs des panneaux signalant le danger lié à la sortie de camions ont été positionnés de part et d'autre du croisement par la DIR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de la carrière. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Au moins deux accès aux travaux souterrains, éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, gabarit des véhicules DFCI...) pour les moyens d'intervention.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le dossier de prescription « équipements mobiles et circulation sur site » (référence FR-HSE-1C001-GR-2023 Version 1.2) et le protocole de sécurité pour les entreprises externes, notamment les camions de chargement. Le dossier de prescriptions fixe les mesures générales de prévention à observer pour la circulation des équipements de travail mobiles et des véhicules sur site. Il s'agit d'un document générique applicable à l'ensemble des sites du groupe Lafarge, le §8

<p>précise les particularités du site de Lesquerde.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage le respect des règles édictées, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan de circulation affiché à l'entrée du site ; • équipements mobiles circulant avec phares et gyrophare allumés ; • véhicules légers équipés de bandes réfléchissantes ; <p>Les travaux souterrains sont accessibles par 2 entrées « accès sud » et « accès nord ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accès à la carrière souterraine

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.3 & 9.2.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès à la carrière souterraine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.3.3</p> <p>L'ensemble des ouvertures aux travaux souterrains sont fermés par des dispositifs suffisamment solides afin de prévenir toute intrusion humaine.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.</p> <p>Les accès sont régulièrement contrôlés.</p> <p>Article 9.2.6</p> <p>Un suivi au minimum mensuel est mis en place pour contrôler le bon état des grilles de protection des orifices débouchant au jour.</p> <p>Les résultats du contrôle est reporté sur un registre tenu à disposition du service d'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis une copie du registre de contrôle périodique des ouvertures de la carrière en application de l'article 9.2.6, sur la période allant de décembre 2022 à février 2024.</p> <p>8 points de contrôle sont identifiés sur le registre, y compris la clôture au percement jour du niveau 336.</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a vérifié la présence des dispositifs par sondage.</p> <p>Pendant les heures ouvrées le site est accessible par l'entrée sud qui constitue l'entrée principale (le rideau métallique reste en position ouverte).</p> <p>En amont de l'entrée sud, 2 barrières qui s'ouvrent avec un digicode ont été positionnées pour empêcher le libre accès à la carrière.</p> <p>Un panneau rappelant l'interdiction de pénétrer dans la carrière est positionné au niveau des entrées.</p> <p>L'exploitant précise que la double barrière est en place depuis le mois de janvier 2024 et qu'une réflexion est en cours pour compléter le dispositif par la mise en place d'un grillage le long de la piste entre la barrière la plus proche de l'entrée et l'entrée sud afin d'empêcher le libre accès des piétons.</p> <p>Un registre de sécurité est positionné au niveau de la première barrière afin que chaque personne qui rentre dans la carrière souterraine puisse s'auto-enregistrer.</p>

<p>L'exploitant confirme que :</p> <ul style="list-style-type: none"> le registre est vérifié en fin de journée par le chef de carrière ; la consigne est donnée aux chauffeurs effectuant les chargements afin de limiter l'accès à la carrière au maximum à 2 camions simultanément. <p>Observation formulée par l'inspection suite au constat : L'inspection confirme la nécessité d'ajouter une clôture entre la barrière et l'accès sud afin que les piétons ne puissent pas avoir libre accès aux travaux souterrains.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis une copie du dernier rapport de vérification périodique des installations électrique réalisé par le bureau de contrôle DEKRA (date de vérification le 27/11/2023). Les observations formulées sont récapitulées à la page 5.</p> <p>L'exploitant confirme avoir pris en compte les observations formulées et présente un devis de la société ALIBERT concernant les travaux de conformité électrique, qui prévoient en particulier la reprise de tout le réseau basse tension avec mise en place de 2 TGBT respectivement dans le quartier Nord et Sud et l'ajout d'un éclairage fixe au niveau de l'installation fixe, la base de vie, le quai de chargement et les galeries principales.</p> <p>Les travaux ont démarré le 21/05/2024 et sont prévus pour 6 semaines minimum. L'exploitant confirme avoir prévu de faire passer un bureau de contrôle pour valider les travaux en fin de chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...] L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'accès des secours ; • les attestations de participation à la formation « sécurité incendie, manipulation des extincteurs » session du 25/05/2023. <p>L'exploitant confirme que les extincteurs font l'objet d'un contrôle périodique dont le résultat est reporté sur le registre sécurité.</p> <p>L'inspection précise que le plan des accès ne correspond pas au plan de sécurité demandé à l'article 7.71.</p> <p>Le plan de sécurité doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • identifier les risques et les zones à risques ; • lister les équipements d'urgence et les moyens de secours ; • définir la procédure d'évacuation / mise à l'abri du personnel et des entreprises extérieures ; • proposer le plan d'évacuation et la signalétique associée ; • définir les besoins de formation du personnel ; • fixer les conditions et la périodicité des exercices d'application... <p>Demande de l'inspection formulée à la suite du constat : L'exploitant doit établir le plan de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection individuelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques et nuisances présentés par l'exploitation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le § 10 du dossier technique d'aérage qui traite des incidents affectant l'aérage y compris le cas particulier d'un incendie, a identifié la nécessité d'équiper le personnel d'auto-sauveteurs et de dispositifs de contrôle de l'atmosphère.</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste des auto-sauveteurs ; le site dispose de 12 auto-sauveteurs, 6 pour le personnel et 6 pour les visiteurs et sous-traitants. La périodicité des contrôles est fixée à 12 mois le dernier contrôle a été réalisé le 22/12/2023 ; • l'attestation de formation à l'utilisation des auto-sauveteurs du 28/03/2023 (9 personnes :

- carrière + encadrement) ;
- la liste des détecteurs de gaz NO2 et multigaz (CO, H2S, O2). La périodicité de contrôle est fixée à 6 mois ;
- l'attestation de formation à l'utilisation des détecteurs de gaz.

L'exploitant précise qu'un exercice de simulation incendie avec manipulation des auto-sauveteurs a été réalisé en mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Principe d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1

Thème(s) : Autre, Principe d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant met en place les moyens de suivis et de contrôle afin de garantir la superposition des galerie et piliers.

Constats :

Suite au rachat de la carrière par le groupe Lafarge, l'exploitant a réalisé un scan 3D des galeries qui a relevé des écarts de dimensionnement, notamment des épaisseurs de voûte / plancher insuffisantes.

En suivant, l'exploitant à :

- condamner les zones concernées qui font également l'objet d'un suivi par le bureau chargé de surveiller la stabilité de la carrière ;
- fait réaliser une étude complémentaire afin de préciser les incidences en termes de stabilité court et long terme (rapport Géolithe de décembre 2023) ;
- examiner zone par zone les incidences sur l'exploitation (Analyse NGEC de décembre 2023).

L'analyse NGEC fait ressortir que les mesures immédiates prises suite au scan 3D pour condamner les passages avec faibles épaisseurs de planche afin de ne pas aggraver l'état de dégradation possible des planches par des surcharges de passage d'engins sont cohérentes avec les recommandations de Géolithe.

Ces condamnations d'accès sont donc à pérenniser et actualiser via les nouveaux plans accompagnant cette synthèse de façon à garantir une interdiction de passage à tout véhicule. Géolithe considère également que les différents désordres (points faibles géotechniques de l'exploitation) d'un plancher affectent aussi bien la pérennité de l'exploitation du niveau auquel appartient ce plancher que l'exploitation du niveau inférieur.

Certaines condamnations étant impactantes pour la poursuite de l'exploitation, des solutions d'étalement sont proposées pour 6 zones.

L'exploitant précise qu'un chiffrage pour une étude complémentaire a été demandé afin d'examiner zone par zone la faisabilité économique des solutions d'étalement.

L'exploitant confirme :

- l'utilisation systématique d'un laser pour le tracé des galeries et le contrôle régulier des galeries par un cabinet géomètre expert lors de la mise à jour des plans d'exploitation ;
- la réalisation d'une inspection annuelle complète des niveaux 336, 326, 316, 306 Nord, 280

Sud parallèlement au suivi géotechnique, afin d'identifier les éventuels symptômes de plastification.

Observation formulée par l'inspection suite au constat : l'inspection demande :

- la transmission dans un premier temps de l'étude Géolithe de décembre 2023 et dans un deuxième temps de l'étude complémentaire de faisabilité des solutions d'étalement ;
- une confirmation des dispositions prises sur la carrière, niveau par niveau, pour répondre aux recommandations de l'étude Géolithe et au rapport de synthèse NGEC de décembre 2023

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.2

Thème(s) : Autre, Phasage

Prescription contrôlée :

L'exploitation s'effectuera en travaillant sur plusieurs niveaux à la fois, que ce soit au sein du Quartier Nord ou au sein du Quartier Sud suivant le phasage prévisionnel indicatif repris au tableau ci-dessous :

[...]

dans chaque quartier un maximum de 4 niveaux sera exploité en même temps.

Constats :

L'avancement de l'exploitation est précisé dans le bilan d'activité.

Pour 2023 le bilan confirme avoir exploité les niveaux :

- 306 pour le quartier Nord ;
- 260, 270, 280 pour le quartier Sud ;

ce qui est conforme au prévisionnel.

Le bilan indique également l'avancement des opérations de remise en état, concernant les opérations de remblaiement des anciennes galeries.

En séance l'exploitant présente le registre de remblayage qui précise zone par zone les quantités de remblais mis en œuvre. Le volume total mis en remblaiement en 2023 a été de 877 m³ (1360 tonnes). L'exploitant précise que ces volumes ont été mis en place par une entreprise extérieure (Pech) à l'aide d'un bull et d'une pelle afin de pousser les matériaux jusqu'au toit.

Les zones ayant fait l'objet des remblaiements en 2023 ont été visualisées lors de la visite de terrain.

Observation formulée par l'inspection suite au constat :

L'exploitant doit préciser, en cohérence avec le tableau figurant à l'article 8.1.5.2, le tonnage extrait par niveau et les réserves restantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Signalement des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement des dangers
Prescription contrôlée : Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part à proximité des ouvertures débouchant au jour. Des panneaux de signalement à l'attention des chauffeurs et des usagers du GRP « Tour du Fenouillèdes » sont également mis en place à l'approche du croisement entre le GRP et la piste d'accès notamment, afin de renforcer la sécurité des usagers du GRP.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis copie du registre de vérification mensuelle des clôtures et panneaux sur la période du 09/09/2022 au 16/04/2024. Observation formulée par l'inspection suite au constat : Le registre doit être accompagné d'un plan localisant la clôture à surveiller et le positionnement des panneaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Valorisation des stériles d'exploitation et des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.9.4
Thème(s) : Autre, Valorisation des stériles d'exploitation et des déchets inertes
Prescription contrôlée : [...] Les déchets utilisables pour le remblayage sont les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local. L'utilisation de déchets du BTP est interdit. L'admission des déchets d'extraction inertes externes est réalisée dans les conditions prévues à l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. Le déversement direct des déchets inertes sur la zone à réaménager est interdit. L'exploitant met en place un tri / contrôle à la réception afin de vérifier la qualité des déchets. La présence de déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, terres souillées, etc.... dans les déchets inertes utilisés en réaménagement est interdit.
Constats : L'exploitant confirme qu'ils se sont approchés de la carrière voisine IMERYS pour examiner la

possibilité d'utiliser les stériles d'exploitation mais que cette solution n'a pour l'instant pas été mise en œuvre.
Les seuls matériaux utilisés pour le remblaiement sont les stériles internes d'exploitation de la carrière souterraine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle de la stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.1

Thème(s) : Autre, Contrôle de la stabilité

Prescription contrôlée :

Le contrôle de la stabilité de la carrière sera assuré par :

- Deux stations de mesure de convergence en souterrain, à l'aplomb de la RD.19 qui seront relevées tous les mois.
- Quatre stations (B1, B8, F1, F2) de mesure topographique en surface qui seront relevées tous les semestres (voir plan).

Ces relevés sont reportés dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.4., avec une note d'interprétation des résultats établie par un géotechnicien ou un organisme spécialisé dans ce domaine.

Au vu de ces résultats et des constatations sur les conditions d'exploitation de cette carrière souterraine, la note d'interprétation devra proposer si nécessaire une actualisation de l'étude géotechnique.

Les galeries du niveau 290 sous-jacentes aux anciens travaux et la chambre du niveau 304 doivent faire l'objet d'une surveillance particulière et documentée de l'absence d'instabilités.

Le suivi géotechnique annuel portera systématiquement sur ces deux secteurs avec constatations écrites au rapport annuel du résultat des constats visuels.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le diagnostic géotechnique de la carrière réalisé par le bureau GINGER (dossier AG2308_RAP_LAFARGE visite du 26/06/2023).

Ce rapport analyse :

- les relevés de géomètre sur les 4 repères positionnés à l'extérieur de la carrière : 2 le long du RD19, 1 en limite de la zone exploitée, 1 en dehors de la zone exploitée ;
- les mesures de convergence sur les 2 témoins à l'aplomb des repères de surface le long du RD19.

Cette analyse est complétée par une inspection visuelle de la carrière souterraine (notamment le niveau 290).

Les conclusions du rapport sont les suivantes :

« Sur la base des relevés de géomètre, des mesures de convergence et des inspections visuelles effectués, il n'y a pas lieu de craindre à court terme un risque d'instabilité de la carrière souterraine pouvant remettre en cause son exploitation sous réserve de respecter les modalités d'exploitation actuelle et de poursuivre les dispositifs de surveillance d'exploitation (relevés de géomètre, mesures de convergence, inspections visuelles des voûtes, parois et du sol des galeries , ...) et de condamner les zones présentant des épaisseurs de voûte trop faibles. »

L'exploitant confirme suivre les recommandations du bureau de contrôle concernant le drainage

efficace des eaux d'infiltration, la purge régulière des blocs, l'interdiction des zones où la voûte ne respecte pas l'épaisseur de 4 m.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Suivi Chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi Chiroptères

Prescription contrôlée :

Un suivi est mis en place pour contrôler l'évolution des effectifs des chiroptères, leur positionnement et la fréquentation de la carrière souterraine comprenant au minimum :

- des enregistrements nocturnes (1 nuit en Juin et 1 nuit en Août-Septembre) ;
- un examen des galeries de jour : Juin (Estive) – Août/Septembre (Transit, Migration) – Janvier (Hibernation) ;
- la mesure en continu de la température et de l'hygrométrie de l'intérieur du réseau souterrain à l'aide de capteurs positionnés en divers emplacements stratégiques du réseau.

Les résultats du suivi des chiroptères sont reportés dans le bilan environnement annuel avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport de suivi « Chiroptères pour l'année 2023. Ce suivi a fait l'objet des visites suivantes :

- 2 février : comptage en interne des chauves-souris et vérification des ouvertures + pose de 3 sondes Thermo-hydromètres ;
- 13 avril : comptage en interne des chauves souris ;
- 17 juillet : comptage en interne des chauves-souris et récupération des sondes.

Ce suivi confirme une faible fréquentation de la carrière par des chauves-souris : quelques individus sont recensés en période d'hibernation (8 individus) et transit printanier (5 individus).

Le bureau d'expertise propose quelques recommandations afin d'assurer le maintien des chauves-souris :

- éviter les dérangements, notamment dans la galerie 308 qui n'est plus exploitée, au cours des périodes de forte sensibilité (hivers printemps) ;
- poursuivre le suivi en 2024 sur les périodes automne, hiver printemps ;
- aménager une ouverture plus adaptée pour le passage des chauves-souris.

Observation formulée par l'inspection suite au constat : L'inspection émet des réserves sur cette dernière recommandation du rapport de suivi : tant que la carrière est en phase d'exploitation il convient de ne pas favoriser la pénétration des chauves-souris afin de ne pas prendre le risque de détruire un individu lors de l'exploitation, à moins de pouvoir isoler totalement les zones définitivement abandonnées et considérées remises en état, des zones en travaux.

Type de suites proposées : Sans suite